



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 009/AONO/MAETUR/CIPM/2025 DU 31/10/2025

Pour la souscription d'une police d'assurance biennale maladie et soins à l'étranger, évacuation sanitaire, frais funéraires et individuelle accident au profit du personnel de la MAETUR.

1. Objet de l'Appel d'offres

Dans le cadre de la couverture sociale des employés, le Directeur Général de la MAETUR lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la souscription d'une police d'assurance biennale maladie soins à l'étranger, évacuation sanitaire, frais funéraires et individuelle accident au profit du personnel de la MAETUR, auprès des compagnies d'assurances agréées.

2. Consistance des prestations

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO. Les prestations de l'ASSUREUR comprennent la fourniture d'une police d'assurance biennale maladie et soins à l'étranger, frais funéraires et individuelle accident au profit du personnel de la MAETUR, conformément aux dispositions du Code CIMA (conditions générales, conditions particulières et conventions spéciales). Elles se déclinent ainsi qu'il suit :

- ✓ Intérieur : décès, frais funéraires, accidents.
- ✓ Extérieur : maladies, évacuation sanitaire, décès, frais funéraire et rapatriement du corps, accidents, frais médicaux, frais pharmaceutiques, etc...

3. Tranches

Le MARCHE s'exécutera en DEUX (02) tranches :

- une tranche ferme : DOUZE (12) mois :
- Une tranche conditionnelle de DOUZE (12) mois.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de VINGT CINQ MILLIONS (25 000 000) Francs CFA par an et CINQUANTE MILLIONS (50 000 000) Francs CFA pour les DEUX (02) ans.

5. Délai prévisionnel d'exécution

La période de couverture prévue par le Maître d'ouvrage est de VINGT QUATRE MOIS (24) mois, répartis comme suit :

- Une tranche ferme de DOUZE (12) mois :
- Une tranche conditionnelle de DOUZE (12) mois.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine.

La participation au présent Appel d'Offres est réservée aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA).

7. Financement

Les prestations objets du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget MAETUR – Exercice 2025 et suivants dont l'imputation est l'Opération 156.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission d'un montant d'UN MILLION (1 000 000) Francs CFA valable jusqu'à TRENTE (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Ledit cautionnement doit être timbré, acquitté à la main, accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) conformément à la Lettre-Circulaire N°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la Consultation concernée est considérée comme absente.

Une Caution de Soumission ou un récépissé CDEC présenté (e) par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. L'absence de la caution de soumission conforme entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au secrétariat du Service des Marchés de la MAETUR sis à l'Immeuble Siège à Yaoundé, 2^{ème} étage, B.P. 1248, Quartier Hippodrome, 716 avenue Winston Churchill (rue 1.071) ; Tél. : 222 22-31-13 / 222 22-21-02 ; Fax : 222 23-31-90. Email : contact.sma@maetur-cameroun.com, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue au secrétariat du Service des Marchés de la MAETUR sis à l'Immeuble Siège, 2^{ème} étage, dès publication du présent avis, contre paiement à la BICEC au Compte Spécial CAS-ARMP N° 335 988, d'une somme non remboursable de **SOIXANTE MILLE (60 000) Francs CFA**.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque Offre est rédigée en français ou en anglais.

L'Offre en SEPT (07) exemplaires dont UN (01) original et SIX (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au secrétariat du Service des Marchés de la MAETUR sis à l'Immeuble Siège, 2^{ème} étage, au plus tard, le **21/11/2025 à 10 heures précises**, contre récépissé et devra porter la mention :

**« DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°009/DAO/MAETUR/CIPM/2025
DU 31/10/2025**

**POUR LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE BIENNALE MALADIE ET SOINS A
L'ETRANGER, EVACUATION SANITAIRE, FRAIS FUNERAIRES ET INDIVIDUELLE
ACCIDENT AU PROFIT DU PERSONNEL DE LA MAETUR »**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu **21/11/2025 à 11 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés de la MAETUR dans la salle de réunion de la

Délégation Régionale du Centre sise à l'immeuble siège au rez de chaussée à Yaoundé B.P. 1248, Quartier Hippodrome. 716 avenue Winston Churchill (rue 1.071).

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis à l'exception de la caution de soumission, un délai de 48 heures sera accordé par la Commission pour fournir la pièce manquante. Passé ce délai l'offre sera rejetée.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 seront ouvertes par la même Commission à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois-(03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- De l'absence du cautionnement de soumission ou du récépissé CDEC à l'ouverture des plis :
- De la non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission ou du récépissé CDEC).
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées :
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années :
- De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière :
- De l'absence d'agrément du MINFI ou d'adhésion CIMA :
- D'une note essentielle inférieure à 80 points sur 100 :
- De la présence d'informations financières dans l'offre technique :
- De la mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA :
- De la non-conformité du mode de soumission :
- De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) :
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée :
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2. Critères essentiels

N°	Critères	Points
1	Présentation générale de l'offre	2
2	Références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires dans les trois (03) dernières années (joindre 1 ^{re} et dernière page du marché signées des parties ainsi que les procès-verbaux de réception ou attestation de bonne fin)	7.5
3	Description détaillée des garanties offertes	15
4	Modalités de mise en jeu de la garantie	13.5
5	Références générales du Soumissionnaire et Ancienneté	19
6	Couverture des engagements règlementés	12
7	Couverture de la marge de solvabilité	15
8	Cadence de règlement des sinistres dans la branche similaire au cours des 5 dernières années	12
9	Traités de réassurances dans la branche similaire	2
10	Facilités accordées	2
	TOTAL	100

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre aura été évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers conformément aux procédures décrites dans le présent DAO suivant la formule :

$$ND = \frac{(80 \times \text{note technique}) + (20 \times \text{note financière})}{100}$$

17. Nombre maximum de lots :

Un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant QUATRE VINGT DIX (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés de la MAETUR à Yaoundé, B.P. 1248 Quartier Hippodrome, 716 avenue Winston Churchill (rue 1.071). Tél. : 222-22-31-13 / 222-22-21-02 ; Fax : 222-23-31-90.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

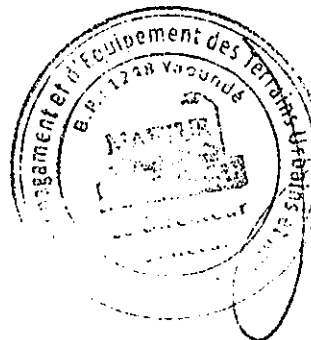
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption de la MAETUR aux numéros (+237) 694 56 68 28 et 699 82 88 30.

Yaoundé, le 01 OCT 2025

AMPLIATIONS :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour affichage et archivage).

Le Directeur Général de la MAETUR,



Louis Roger Manga

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No.009/ONT/MAETUR/CIPM/2025 of 31/10/2025

for the subscription of a biennial health insurance policy covering medical care abroad, medical evacuation, funeral expenses, and personal accident insurance for the benefit of MAETUR staff.

1. Subject of the Invitation to Tender

Within the framework of the social coverage of its employees, the Director General of MAETUR hereby launches an Open National Invitation to Tender for the subscription of a biennial health insurance policy covering medical care abroad, medical evacuation, funeral expenses, and personal accident insurance, for the benefit of MAETUR staff, with duly accredited insurance companies.

2. Nature of services

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (ToR) of this Bidding Document. The services to be provided by the INSURER include the subscription of a biennial health insurance policy covering medical care abroad, funeral expenses, and personal accident insurance for the benefit of MAETUR staff, in accordance with the provisions of the CIMA Code (general conditions, specific conditions, and special agreements). These services are broken down as follows:

- ✓ Within the national territory: death, funeral expenses, and accidents.
- ✓ Abroad: illnesses, medical evacuation, death, funeral expenses, and repatriation of the body, accidents, medical expenses, and pharmaceutical costs, etc.

3. Tranches/Allotment

The Contract shall be executed in two (02) phases:

- A firm phase: twelve (12) months:
- A conditional phase: twelve (12) months

4. Estimated Cost

The estimated cost of the services, based on preliminary studies, is twenty-five million (25, 000,000) CFA francs per year, and fifty million (50, 000,000) CFA francs for the two (02) years.

5. Estimated Execution period

The coverage period provided by the Contracting Authority is twenty-four (24) months, divided as follows:

- A firm phase of twelve (12) months:
- A conditional phase of twelve (12) months.

This period shall commence from the date of notification of the Service Order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open exclusively to insurance companies incorporated under Cameroonian law, established in Cameroon, and meeting the requirements set forth by the regulations in force in the member states of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA).

NB. In case the PO or DPO does not have qualified personnel for the preparation and monitoring of the execution of insurance contracts he may seek for the external expertise of a specialist in the area concerned by the insurance subject to define the technical specifications of the services to be executed and or the monitoring of the execution of the contract. In case this professional is to perform as a Broker, should be authorized in accordance with the prescriptions of Article 151(8) of the Public Contracts Code. However, for more objectivity, this professional shall be an insurance independent expert.

7. Funding

The services covered by this Invitation to Tender are financed by the MAETUR Budget – Fiscal Year 2025 and subsequent years, under Operation No. 156.

8. Mode of Submission

The submission procedure for this consultation shall be conducted through offline submission.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond in the amount of one million (1,000,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the original bid validity period. The said bid bond must be

stamped, hand-signed, and accompanied by a deposit receipt issued by the Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC), in accordance with Circular Letter No. 000014/LC/MINMAP of 23 July 2025.

A bid bond submitted but unrelated to the tender concerned shall be considered as non-existent. Any bid bond or CDEC receipt presented by a bidder during the bid opening session shall be deemed inadmissible. The absence of a compliant bid bond shall result in the outright rejection of the bid.

10. Consultation of the Tender File

The physical tender file may be consulted **free of charge during working hours** at the **Procurement Service Secretariat of MAETUR**, located at the Headquarters Building in Yaoundé, 2nd floor, P.O. Box 1248, Hippodrome District, 716 Winston Churchill Avenue (Street 1.071); Tel.: 222 22-31-13 / 222 22-21-02; Fax: 222 23-31-90; Email: contact.sma@maetur-cameroun.com, **from the date of publication of this notice**. It may also be consulted online on the **COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>**, ARMP website ([www.arnp](http://www.arnp.cm)), or on any other electronic communication means indicated by the Project Owner (to be specified).

11. Acquisition of the Tender File

The physical version of the tender file may be obtained at the **Procurement Service Secretariat of MAETUR**, located at the Headquarters Building, 2nd floor, **from the date of publication of this notice**, upon payment to BICEC into the Special Account CAS-ARMP No. 335 988 of a non-refundable sum of **sixty thousand (60,000) CFA francs**.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents via **free download** at the above-mentioned addresses. However, submission of a bid is conditioned on the payment of the tender file acquisition fee

12. Submission of Bids

Each bid must be prepared in French or English.

- For submission off line, the offer in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach the Procurement Service Secretariat of MAETUR, located at the Headquarters Building, 2nd floor, no later than 21/11/2025 at 10:00 a.m., against a receipt, and must bear the following mention:

**OPEN NATIONAL TENDER FILE No009/DAO/MAETUR/CIPM/2025 OF 31/10/2025
FOR THE SUBSCRIPTION OF A BIENNIAL HEALTH INSURANCE POLICY COVERING MEDICAL
CARE ABROAD, MEDICAL EVACUATION, FUNERAL EXPENSES, AND PERSONAL ACCIDENT
INSURANCE FOR THE BENEFIT OF MAETUR STAFF
"To be opened only during the bid opening session"**

13. Bid Admissibility

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed package.

The following shall be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Envelopes without an indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the non-respect of model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

For Restricted invitation to tender (two-stage opening): it should be mentioned that in addition to the number of copies required in the financial offer, the bidder must present a copy of this financial offer, in a sealed envelope, to serve as sample offer marked as such and addressed to the body in charge of the

regulation of Public Contracts for preservation. Failure to present the model offer shall lead to the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, right at the opening of bids by the Tenders Board.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase or in two phases according to the type of insurance (quantifiable or non-quantifiable).

The administrative and technical bids will be opened on **21/11/2025 at 11:00 a.m.** by the **Internal Tender Committee of MAETUR in the meeting room of the Regional Delegation of the Center, located at the Headquarters Building, ground floor, Yaoundé, P.O. Box 1248, Hippodrome District, 716 Winston Churchill Avenue (Street 1.071).**

In the event of the absence or non-compliance of any administrative document at the time of bid opening, except for the bid bond, a period of 48 hours shall be granted by the Committee to submit the missing document. After this period, the bid shall be rejected.

Only the financial bids of bidders who have obtained a technical score of at least 80/100 shall be opened by the same Committee at a later date following the publication of the technical evaluation results.

Only the bidders themselves may attend this session or be represented by one duly authorized representative, even in the case of a joint venture.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hour deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. It should be specified that no criterion can be eliminatory and essential at the same time. These criteria aim to assess compliance with the conditions laid down in the Tender File, administrative documents, the technical offer and the financial proposal in order to award the contract to tenderers

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- The absence of the bid bond or CDEC receipt at the time of bid opening;
- Failure to submit, beyond the 48 hours after bid opening, any administrative document deemed non-compliant or missing (except for the bid bond or CDEC receipt);
- False declarations, fraudulent practices, or falsified documents;
- The absence of a sworn statement confirming no abandonment of contracts over the past three years;
- The absence of a quantified unit price in the financial bid;
- The absence of MINFI approval or CIMA membership;
- A technical score below 80/100;
- The inclusion of financial information in the technical bid;
- The bidder being under provisional administration or restructuring by CIMA;
- Non-compliance with the prescribed submission procedure;
- The absence of an element of the financial bid (submission form, Bill of Quantities, Detailed Cost Estimate);
- The absence of a signed and dated Integrity Charter;
- The absence of a signed and dated commitment to comply with environmental and social clauses.

15 2. Essential Criteria

The so-called essential criteria are the fundamental ones that will help to measure the financial and technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

N°	Criteria	Points
1	General overview of the offer	2
2	Specific references from the tenderer for similar risks in the last three (03) years (attach the first and last pages of the contract signed by the parties, as well as the acceptance reports or certificates of satisfactory completion).	7,5
3	Detailed description of the guarantees offered	15
4	Terms and conditions for invoking the guarantee	13,5
5	General references of the Bidder and Seniority	19
6	Coverage of regulated commitments	12
7	Solvency margin coverage	15
8	Claims settlement rate in the same sector over the last 5 years	12
9	Valid reinsurance treaties in the same sector	2
10	Facilities granted	2
	TOTAL	100

16. Award of contract

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and has been evaluated as the most advantageous offer based on the combination of technical and financial scores, in accordance with the procedures described in this Tender Document, using the following formula:

$$ND = \frac{(80 \times \text{Technical Score}) + (20 \times \text{Financial Score})}{100}$$

17. Maximum number of lots:

Single lot.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (90) days from the initial deadline set for bid submission.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours at the Procurement Service Secretariat of MAETUR in Yaoundé, P.O. Box 1248, Hippodrome District, 716 Winston Churchill Avenue (Street 1.071). Tel.: 222-22-31-13 / 222-22-21-02; Fax: 222-23-31-90.

20. Fight Against Corruption and Malpractices

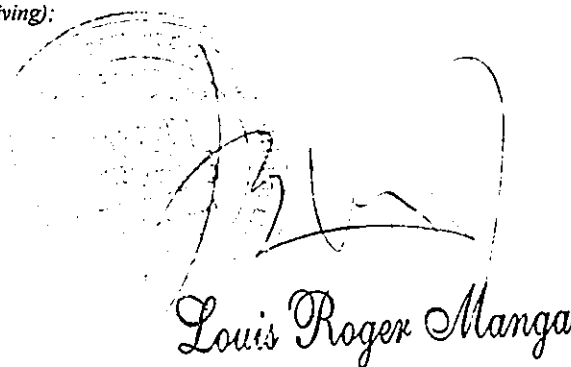
For reporting any practices, acts, or attempts of corruption, or other misconduct, please contact: CONAC at 1517; The Public Procurement Authority (MINMAP) via SMS or call at (+237) 673 20 57 25 and (+237) 699 37 07 48; The Anti-Corruption Unit of MAETUR at (+237) 694 56 68 28 and (+237) 699 82 88 30.

Yaounde, the 31 001 2025

Copies / Circulations :

- MINMAP (for information);
- Public Procurement Regulatory Authority (ARMP) (for publication and archiving);
- Chairperson of the Tender Evaluation Committee (for information);
- Procurement Service (for posting and archiving).

THE GENERAL MAETUR OF MAETUR,


Louis Roger Manga